

**MINISTERE D'ETAT,
MINISTERE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES**

Arrêté n° 6421 du 15 juin 2004 portant modification
De l'arrêté n° 1437 du 19 Février 2004 relatif à la
Réglementation du recrutement et des frais de visa du
contrat de travail des personnels non nationaux.

**MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE L'EMPLOI
ET LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

- VU la loi n° 95-15 du 12 janvier 1995 portant code du travail ;
- VU le décret n° 96-287 03 avril 1996 relatif au contrat de travail en ses articles 7 à 9 réglementant le contrat du travailleur d'une autre nationalité ;
- VU le décret n° 93-221 du 03 Février 1993 portant création d'un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial dénommé l'Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi (AGEPE) et déterminant ses attributions, son organisation et son fonctionnement tel que modifié par le décret N° 98-507 du 6 septembre 1998 ;
- VU le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du gouvernement ;
- VU le décret n° 2003-102 du 24 avril 2003 portant attributions des membres du Gouvernement de Réconciliation Nationale ;
- VU l'arrêté n° 4810 du 21 avril 1997 portant réglementation du recrutement et des frais de visa du contrat de travail du personnel non ivoirien ;

VU l'arrêté n° 1437 du 19 février 2004 portant modification de l'arrêté n° 4810 du 21 avril 1997 portant réglementation du recrutement et des frais de visa du contrat de travail du personnel non ivoirien ;

VU l'avis de la Commission Consultative du Travail en date du 24 mars 2004 ;

ARRETENT :

Article premier

Le présent arrêté porte modification de l'arrêté n° 1437 du 19 février 2004.

Il s'applique sauf dispositions contraires expressément prévues par les conventions et les engagements internationaux souscrits par la Côte d'Ivoire, notamment ceux régissant la CEDEAO et l'UEMOA.

Article 2

Toute vacance de poste de travail doit faire l'objet de déclaration auprès de l'AGEPE et de publication pendant un (1) mois dans un quotidien national à grand tirage.

Si, au terme de cette période d'un (1) mois, le poste n'est pas pourvu par un national, l'employeur est autorisé à recruter tout candidat répondant au profil requis dans le strict respect des dispositions du présent arrêté.

Article 3

Préalablement à son embauche, le travailleur non national doit être titulaire d'un contrat de travail ou d'une lettre d'embauche visée par l'AGEPE sur un formulaire établi à cet effet.

En outre, dans un délai de trois (3) mois maximum à compter de la date de son embauche, le travailleur non national doit demander aux services administratifs compétents la délivrance d'une carte de travail établie en son nom.

Article 4

Toute demande de visa de contrat de travail ou de renouvellement de ce visa est examinée au regard de la situation de l'emploi dans le secteur concerné ;

En cas de conflit né du refus du visa, le requérant peut saisir par voie de recours hiérarchique le ministre chargé de l'emploi.

Article 5

Pour le contrat de travail à durée déterminée, il est délivré un visa d'une durée de vingt quatre (24) mois.

Pour le contrat de travail à durée indéterminée, il est délivré un visa de longue durée.

Le visa est délivré *intuiti personae*.

Article 6

L'établissement du visa donne lieu au paiement de frais à la charge de l'employeur.

Ces frais sont dus chaque année, quelle que soit la nature du contrat.

Article 7

Les montants des frais d'établissement du visa sont déterminés comme suit :

Pour les contrats de travail à durée déterminée

- **Travailleurs non africains :**

- Un (1) mois de salaire par travailleur concerné (salaire de base + sursalaire) ;

- **Travailleurs africains :**

- La moitié (1/2) du salaire par travailleur concerné (salaire de base + sursalaire) ;

Pour les contrats de travail à durée indéterminée

- **Travailleurs non africains :**

- Un (1) mois et demi de salaire par travailleur concerné (salaire de base + sursalaire) ;

- **Travailleurs africains :**

- Trois-quarts (3/4) du salaire, par travailleur concerné (salaire de base + sursalaire) ;

Article 8

Ne sont pas visés par les dispositions du présent arrêté :

- Les travailleurs non nationaux rémunérés aux résultats, sauf s'ils sont salariés ;
- Les salariés mandataires sociaux (président Directeur Général, Directeur Général, Directeur Général Adjoint) ;
- Les manœuvres agricoles ;
- Les employés de maison.

Article 9

Est en infraction l'employeur qui recrute un travailleur non ivoirien en violation du présent arrêté.

Article 10

L'employeur en infraction vis-à-vis du présent arrêté sera frappé, en plus du paiement des frais de visa de contrat, d'une amende égale à trois (3) mois de salaire (salaire de base + sursalaire) du travailleur concerné par année d'infraction.

Toutefois, dans un délai de six (6) mois maximum suivant l'entrée en vigueur de présent arrêté, les employeurs pourront régulariser les contrats antérieurement conclus au bénéfice de travailleurs non nationaux sans aucune déclaration à l'AGEPE, aux conditions prévues par les articles 6 et 7 ci-dessus.

Article 11

Les fonds générés par le paiement des frais de visa sont affectés à la promotion de l'emploi.

Article 12

Les contrats de travail en cours de validité ayant obtenu le visa ne sont pas soumis au paiement des frais de visa, sauf à leur renouvellement.

Article 13

Le présent arrêté, qui modifie l'arrêté n° 1437 du 19 février 2004 portant réglementation du recrutement et des frais de visa du contrat de travail des personnels non-ivoiriens, prend effet à compter de sa date de signature.

Article 14

Le directeur de l'Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Abidjan, le 15 juin 2004

Le Ministre de la Fonction Publique
Et de l'Emploi

Le Ministre d'Etat,
Ministre de l'Economie
Et des Finances

Prof. OULAYE Hubert

BOHOUN Bouabré